

***Radical Ambition : The New Left in Toronto*, de Peter Graham
et Ian McKay, Toronto, Between the Lines, 2019, 566 p.**

Frédéric Mercure-Jollette

Volume 39, Number 3, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1072097ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1072097ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mercure-Jollette, F. (2020). Review of [*Radical Ambition : The New Left in Toronto*, de Peter Graham et Ian McKay, Toronto, Between the Lines, 2019, 566 p.] *Politique et Sociétés*, 39(3), 228–230. <https://doi.org/10.7202/1072097ar>

et régulé arbitrairement – selon certaines volontés particulières – et au détriment d'autres mondes possibles : dans cette réalité loge une violence. Les sujets conscients politiquement doivent rompre avec la tendance à déviolenter l'État, à convertir sa violence en non-violence. Le réductionnisme montre que la violence étatique ne saurait être dotée non plus d'une légitimité en opposition à la violence privée, les deux étant pareillement réduites et appréhendées, évoquées par le même langage. La violence légitime d'État relève pour le sujet conscient politiquement d'une impossibilité logique : pour que cette violence soit légitime, le rapport à l'ordre étatique devrait en être un de l'intériorité et de l'adhésion, ce qu'il n'est pas. Le rapport en étant un d'extériorité et d'imposition, la violence étatique n'est, pour le sujet qui a acquis la conscience politique, jamais légitime : le mythe enfin décrypté, le concept de violence légitime d'État s'auto-anéantit. Avec lui le concept de non-violence.

En donnant ainsi à voir et à penser la vérité de notre condition politique, Geofroy de Lagasnerie prouve avec son plus récent ouvrage que la sociologie n'accable pas toujours les sujets, lesquels, réduits par le savoir sociologique aux déterminismes dont ils sont les produits, seraient déposés de leur libre-arbitre : la sociologie nous repossède aussi d'une capacité de penser et donc d'agir en ce qu'elle porte à la conscience et à la connaissance les mythes qui nous déterminent politiquement, fournissant paradoxalement les clés nécessaires à l'émancipation par rapport à l'aliénation que produit le monde social.

Chrystophe Letendre

Candidat à la maîtrise en droit et société

*Département des sciences juridiques
et politiques,*

Université du Québec à Montréal

letendre.chrystophe@courrier.uqam.ca

Radical Ambition: The New Left in Toronto, de Peter Graham et Ian McKay, Toronto, Between the Lines, 2019, 566 p.

Dans ce monde où les villes réclament une plus grande place en raison, dixit le politologue américain Benjamin Barber, de leurs capacités à défendre l'ouverture et la tolérance face à la montée du populisme et du nationalisme, il est bon de prendre un pas de recul afin d'étudier comment les grandes villes sont devenues, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, le terreau par excellence des luttes pour la justice sociale et la reconnaissance de la diversité sous toutes ses formes. Et pour le public québécois, il pourra être surprenant d'apprendre que Toronto, pourtant surnommée « a city that works » et considérée quelque peu insipide face à la bouillante Montréal, du moins durant les trois premières décennies suivant la Seconde Guerre, fut le lieu d'importantes actions politiques et de débats d'idées ayant contribué à la constitution de ce qui est maintenant convenu d'appeler la nouvelle gauche. Ainsi, le livre de Peter Graham et Ian McKay, fruit d'une thèse de doctorat réalisée par le premier sous la direction du second, un des principaux historiens de la gauche au Canada, a de prime abord de nombreux atouts pour plaire, d'autant plus que la recherche qui le sous-tend est pointue et fort détaillée.

Radical Ambition: The New Left in Toronto couvre une large période qui va de la fin des années 1950, au moment où une nouvelle gauche émerge de la lutte pour la paix et le désarmement dans le contexte de la guerre froide, au milieu des années 1980, lorsque l'enthousiasme pour le renouvellement du progressisme semble laisser place à des réactions autoritaires et à une libéralisation économique ambiguë. Plusieurs aspects intéressants sont à noter. Tout d'abord, Peter Graham et Ian McKay montrent bien comment la lutte pour la paix et l'arrivée massive de *draft dodgers* américains au Canada agit comme un catalyseur pour les mouvements de gauche, notamment sur les campus universitaires. S'attardant à reconstruire les

débats qui animent alors les groupes politiques, les auteurs mettent en lumière un ensemble de questions qui s'y sont posées et desquelles émerge la nouvelle gauche. Notons-en trois: 1) Le marxisme est-il la meilleure grille d'analyse des enjeux politiques et le meilleur guide des actions à entreprendre? 2) Les partis politiques traditionnels, entendons ici le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral, mais aussi les différentes variantes de partis communistes, peuvent-ils encore être pertinents? 3) L'État-nation canadien peut-il agir comme rempart contre l'impérialisme américain? Inégales, les réponses à ces questions créent un monde fragmenté dans lequel les fronts d'actions politiques se multiplient, ce que montrent bien Graham et McKay.

Superposant un découpage chronologique et thématique, *Radical Toronto* passe en revue les principaux sujets qui ont animé la nouvelle gauche torontoise durant les années 1960 et 1970. Allant de la réforme du système d'éducation à la rénovation urbaine, en passant par l'organisation communautaire, la quête d'un parti révolutionnaire et l'émergence du *Black Power*, du féminisme et de l'*identity-based resistance*, la vision d'ensemble perd cependant en clarté au profit d'un pluralisme et d'un souci du détail. En effet, d'un chapitre à l'autre, les acteurs, les actrices et les enjeux changent, au point où la continuité apparaît parfois plutôt ténue. Afin de conserver les fils bien noués, la problématique générale et les catégories utilisées pour mettre en ordre les archives auraient mérité un traitement un peu plus serré. L'intérêt des auteurs pour la création d'un réseau d'institutions alternatives, communautaires et décentralisées explique, peut-on penser, pourquoi ils s'attardent longuement sur les expérimentations scolaires et critiquent la professionnalisation de l'action communautaire et de certains partisans du réformisme urbain. Cependant, ce n'est pas toujours clair s'il faut voir, dans ces institutions, l'essence de la nouvelle gauche. Caractérisée par une préférence pour le local et la participation communautaire, et par un refus

des grandes idéologies et des grands partis, tout comme de la discipline marxiste, la nouvelle gauche semble ici saisie autant par ce qu'elle a préfiguré que par ce qu'elle fut. Ajoutant aux difficultés interprétatives, le concept de «nouvelle gauche» est utilisé alternativement comme une catégorie analytique forgée par l'étude historique et comme une dénomination fabriquée par les acteurs et actrices eux-mêmes. Qui plus est, si le premier chapitre laisse entendre que la modernisation de Toronto occupera une place centrale dans l'analyse, il aurait été pertinent de présenter des données un peu plus substantielles sur la situation de Toronto dans l'économie mondiale et sur son développement géographique. En effet, autant la focalisation sur un lieu précis est grande dans la recherche des auteurs, autant on a parfois l'impression que les enjeux discutés – notamment en ce qui a trait au système scolaire ou à la prolifération des armes nucléaires – relèvent de politiques provinciales, fédérales ou même internationales, et que les spécificités géographiques et matérielles du développement de Toronto importent peu.

Il est aussi à noter quelques irritants dans le travail d'édition. Le format avec de grandes marges de côté laissées aux légendes des images apparaît peu utile. De plus, la longue bibliographie commentée peut être intéressante, mais 40 pages semblent abusives, surtout que l'ouvrage est déjà plutôt massif. Par ailleurs, une liste des abréviations – le nombre effarant d'acronymes de groupes et d'associations qui ponctuent le récit pourrait donner le tournis – aurait été fort appréciée.

Finalement, ici et là, la question du Québec ressurgit, que ce soit dans le débat autour du nationalisme canadien, ou encore quand les acteurs et actrices de la nouvelle gauche torontoise se demandent comment réagir à la proclamation des mesures de guerre ou, plus généralement, aux vellétés séparatistes du mouvement indépendantiste. À ce titre, on sent que même dans la nouvelle gauche torontoise, l'attitude à adopter face aux revendications du Québec

est perçue comme un test pour l'unité canadienne, ce qui n'est pas dénué d'intérêt pour les politologues québécoises et québécois.

Frédéric Mercure-Jolette
Enseignant de philosophie,
Cégep de Saint-Laurent
fredericmercurejolette@gmail.com

Liberté surveillée: quelques essais sur la parole à l'intérieur et à l'extérieur du cadre académique, sous la dir. de Normand Baillargeon, Montréal, Leméac, 2019, 272 p.

L'idée que la liberté d'expression est de plus en plus menacée a bien fait son chemin au Québec; on serait aujourd'hui dans l'ère du «politiquement correct», période dans laquelle la discussion démocratique se réaliserait plus difficilement. Néanmoins, très peu d'ouvrages se sont penchés sur la réalité québécoise et encore moins celle à l'intérieur du cadre académique. C'est ce que l'ouvrage collectif *Liberté surveillée: quelques essais sur la parole à l'intérieur et à l'extérieur du cadre académique*, sous la direction de Normand Baillargeon, s'attelle à faire. Regroupant des contributions d'auteur-e-s issu-e-s de disciplines allant du droit à l'anthropologie, l'ouvrage expose sous la forme d'essais leurs diverses inquiétudes quant à la liberté d'expression. Il est possible de voir à travers l'ouvrage plusieurs conceptions de la liberté d'expression se succéder et les essais peuvent être regroupés sous trois grandes thématiques: les approches juridiques quant à la liberté d'expression, la censure dans les milieux féministes et, finalement, la liberté académique.

La première partie permet à toute personne intéressée de s'initier aux diverses traditions juridiques du droit à la liberté d'expression, ainsi qu'à ses possibles limitations. Le chapitre de Pierre Trudel offre non seulement une perspective juridique qui illustre comment celle-ci évolue selon les divers contextes culturels et traditions juridiques dans lesquels elle s'inscrit, mais aussi pourquoi la liberté d'expression est un principe incontesté tant au niveau interna-

tional que national. C'est que ce principe philosophique s'inscrit au cœur des discussions entourant la démocratie, en ce que la possibilité de discuter et de critiquer en est son fondement. L'auteur montre notamment que ce droit est parfois interprété de manière plus extensive dans certains pays alors que d'autres – comme le Canada – optent pour une approche plus restrictive, imposant certaines limites en fonction des valeurs et des tabous qui leur sont propres. Dans tous les cas, il est rare qu'aucune limite ne soit prévue par la loi et, encore, la régulation sociale ne se limite pas à la stricte application de règles de droit.

Le Canada fait partie des quelques pays qui ont adopté des dispositions légales concernant l'expression de discours haineux, qu'on pourrait définir comme une «expression publique qui "incite à la haine contre un groupe identifiable"» (Maclure, p. 69-70). Alors que certains – dont le directeur du collectif – préconisent l'approche de John Stuart Mill et son principe de non-nuisance (*harm principle*), qui proscribit uniquement les discours pouvant entraîner des préjudices corporels, d'autres comme Jocelyn Maclure soulignent que cette approche ne tient pas compte de certains torts, notamment psychologiques. C'est que ces discours sapent la confiance en soi, élément essentiel à la participation dans les débats publics, surtout lorsqu'il s'agit de se battre contre des images négatives à leur égard (p. 77). Ainsi, pour Maclure, interdire les discours haineux est un mal nécessaire pour inclure l'ensemble des personnes au sein de la société. Son approche est particulièrement intéressante du fait qu'elle s'éloigne de l'approche millienne qui domine dans l'ouvrage et prône une interprétation plus large du principe de non-nuisance propre à John Stuart Mill. Sans défendre qu'un encadrement juridique plus large des discours haineux et offensants soit nécessaire, Maclure défend plutôt que «la contrepartie éthique de notre droit légal à offenser, à ridiculiser et à blesser est de bien réfléchir aux conséquences de nos actes d'expression pour les autres, en prenant en considération les valeurs et les